

L'attentat du Westgate : une réponse violente des Shebab à leur perte d'influence

27 /// 4 novembre 2013

A l'attention du lecteur • Ce bulletin de veille a pour objet d'éclairer un événement marquant de l'actualité récente, d'en qualifier l'importance et d'en apprécier les conséquences éventuelles, à partir des analyses et des arguments d'experts internationaux. Les sources mentionnées ne sont en aucun cas exhaustives.

Dans le sud de la Somalie, le mouvement insurgé Al-Shebab se sent de plus en plus menacé par les forces africaines de l'AMISOM¹. En attaquant le centre commercial Westgate à Nairobi, le 21 septembre 2013, ce groupe affilié à Al-Qaïda s'est montré plus déterminé que jamais à arriver à ses fins politiques et territoriales. Pendant trois jours, ses hommes ont su résister aux forces kényanes et causer de très nombreuses victimes.

1. LES FAITS

L'une des prises d'otages les plus meurtrières depuis 1970. Au terme des trois jours d'assauts menés par les forces kényanes, le bilan fait état de 67 morts, 39 disparus et plus de 200 blessés. Situé au cœur de la capitale, le centre commercial du Westgate représentait une cible idéale : lieu de rassemblement de la société kényane aisée, des touristes et des expatriés, façade de la société occidentale et propriété de ressortissants israéliens. En décidant d'attaquer cet édifice un samedi dans la journée, les terroristes cherchaient manifestement à faire un maximum de victimes et attirer le plus possible l'attention de la communauté internationale.

Depuis 1975, le Kenya a été la cible d'une centaine d'attaques revendiquées par Al-Shebab et/ou Al-Qaïda². Celle du 7 août 1998 contre l'ambassade des États-Unis à Nairobi fut la plus meurtrière, avec plus de 200 morts. Majoritairement dirigés contre les autorités somaliennes, les crimes perpétrés par Al-Shebab se sont progressivement étendus à l'ensemble de la région. L'attaque menée en septembre reflète toutefois une rupture dans la tactique traditionnelle du groupe, puisqu'il n'avait encore jamais mené d'opération de cette envergure. Souvent critiqués par les autres djihadistes en raison des violences infligées aux musulmans, les Shebab ont cette

fois-ci cherché à épargner leurs coreligionnaires³, dès lors qu'ils apportaient la preuve de leur foi.

Une attaque d'un nouveau genre. Alors que les forces kényanes ont mis plus de 3 jours à sécuriser la zone, cette attaque révèle une opération minutieusement préparée. Les dernières analyses font état d'un petit commando composé de 4 à 6 hommes seulement⁴, lourdement armés, visiblement bien entraînés, et ayant soigneusement repéré les lieux. Selon la BBC, ils auraient loué un magasin dans le centre commercial afin de disposer d'un accès direct aux entrées de service et donc de s'assurer une plus grande discrétion lors des transferts d'équipements (armes et munitions)⁵. Cette attaque est inspirée des attentats de Bombay de 2008, qui avaient déjà causé un nombre important de victimes et de dégâts pour un coût réduit (170 morts, plus de 300 blessés, pour une équipe de 10 terroristes). En d'autres termes, il s'agissait d'une attaque rationnelle et conforme à la méthode décentralisée liant Al-Qaïda et ses cellules connexes⁶. Toutefois, sa finalité ne dépendait pas uniquement des moyens physiques et humains utilisés avec parcimonie, ni même du nombre des pertes, mais de l'essence même de tout acte terroriste. En tant qu'arme psychologique, cette prise d'otage a provoqué un sentiment d'insécurité et de panique dont les effets ont un impact considérable sur l'ensemble de la société. Les Shebab ont mené un véritable « combat par l'imaginaire »⁷ : via les moyens modernes de communication de masse, ils escomptaient que le monde entier assiste aux violences perpétrées dans l'enceinte du

³ BERGER, J.M. Omar and Me. *Foreign Policy*, 16 septembre 2013. Consulté le 11/10/2013. Disponible sur :

www.foreignpolicy.com/articles/2013/09/16/omar_and_me

⁴ Initialement, il avait été décrit comme un groupe d'une dizaine de terroristes. PLOCH BLANCHARD, Lauren. The September 2013 Terrorist attack in Kenya, *Congressional Research Service*, 27 septembre 2013. Consulté le 14/10/13. Disponible sur : www.fas.org/sfp/crs/row/R43245.pdf

⁵ News Africa. Nairobi siege : How the attack happened. *BBC News*, 5 octobre 2013. Consulté le 10/10/2013. Disponible sur : www.bbc.co.uk+news/world-africa-24189116

⁶ ROWE, Paul. *Religion and global politics*. Toronto : Oxford University Press, 2012. 328 p.

⁷ MANNONI, Pierre. *Le terrorisme, une arme psychologique*. Nice : Editions Ovadia, 2012. 201 p.

¹ La Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) est constituée de l'Ouganda, du Burundi, de Djibouti et depuis 2011 du Kenya.

² Al-Shabaab attack on Westgate mall in Kenya. *Global Terrorism Database*, septembre 2013. Consulté le 09/10/13. Disponible sur : http://www.start.umd.edu/start/publications/br/STARTBackgroundReport_alShabaabKenya_Sept2013.pdf

bâtiment. Commentant en direct sur Twitter les avancées de l'opération, ils sont passés maîtres dans l'art du *storytelling*⁸. C'est également via ce réseau social que le chef d'Al-Shebab s'est enorgueilli d'avoir orchestré l'attaque en réponse aux violences commises par « *le Kenya et ses alliés qui ont sauvagement envahi l'Etat islamique de Somalie* »⁹. Car, bien qu'ils aient porté atteinte au Kenya et aux intérêts occidentaux au nom du djihad mondial, les Shebab restent avant tout une force politisée revendiquant le pouvoir en Somalie.



Qui sont les Shebab somaliens ?

Source image : [AFP](#).

2. LE CONTEXTE

L'émergence récente d'Al-Shebab. Créé en 2004 et initialement considéré par les experts en sécurité comme une milice de moindre importance, Al-Shebab a rapidement évolué en une force insurgée puis un groupe djihadiste, officiellement rallié à Al-Qaïda en 2012. Bien que la Somalie reste leur principal théâtre d'opération, ils ont depuis quelques années multiplié leurs agressions dans la région.

Suite à l'intervention américano-éthiopienne de 2006 (cf. *infra*), les Shebab se sont imposés comme les défenseurs du nationalisme et des traditions claniques somaliennes en s'opposant à ceux qu'ils considéraient comme des envahisseurs. Profitant de l'effondrement de l'Union des tribunaux islamiques et de l'anarchie qui subsista au retrait des troupes éthiopiennes en 2007, ils sont devenus la principale entité souveraine du pays. En 2011, la mise en place du nouveau gouvernement soutenu par les Occidentaux a représenté une entrave directe à leur autorité¹⁰. Afin de contrer la menace, ils ont alors intensifié leurs assauts contre les institutions somaliennes, tout en dénonçant la reconnaissance du pays par le FMI et les États-Unis, et en interdisant l'accès du territoire aux ONG.

⁸ Technique qui consiste à transformer la structure narrative de n'importe quel fait divers pour en faire un récit, une épopée, etc.

⁹ MC GREGOR, Andrew. Westgate mall attack demonstrates Al-Shabaab's desperation, not strength. *Jamestown Foundation*, 24 septembre 2013. Consulté le 9/10/2013. Disponible sur :

[www.jamestown.org/programs/hotissues/single-hot-issues/?tx_ttnews\[tt_news\]=41399&tx_ttnews\[backPid\]=61&cHash=6ae8fcbef22145a164d9506e246c7f2f](http://www.jamestown.org/programs/hotissues/single-hot-issues/?tx_ttnews[tt_news]=41399&tx_ttnews[backPid]=61&cHash=6ae8fcbef22145a164d9506e246c7f2f)

¹⁰ Navanti Group. Somalia's Al-Shabbab : Down but not out. *HSPI*, n° 22, août 2013. Consulté le 10/10/13. Disponible sur : www.gwumc.edu/hspi/policy/HSPI%20Issue%20Brief%2022%20Somalia%20Al%20Shabaab.pdf

A l'image de la Somalie, le groupe est aujourd'hui en pleine restructuration et, paradoxalement, c'est le rétablissement progressif des institutions légitimes et représentatives qui semble être responsable de leur déclin.

La Somalie : un « modèle » d'État failli ? Après le départ du président Ziad Berri en 1991, la faiblesse des gouvernements successifs a laissé place à l'anarchie. Pendant près de 20 ans, l'absence d'autorité centralisée a altéré la puissance de l'État et permis l'émergence de toutes sortes de violences et activités criminelles : guerres ethniques, piraterie, enlèvements contre rançon, etc. Les Occidentaux ont fini par délaisser la Somalie et se tourner vers d'autres marchés (Djibouti, Kenya). Ce retour à « l'État de nature », selon la conception de Hobbes¹¹, est le principal facteur permettant d'expliquer l'ascension du mouvement islamiste Shebab, qui n'hésite pas à instrumentaliser la religion comme vecteur politique et identitaire afin de rallier la population. Il est ainsi peu à peu parvenu à s'intégrer au paysage somalien et bénéficier d'un ancrage solide dans la société¹².

« *Les frontières non contrôlées ont fait de la Somalie un nid de terroristes* », estiment les experts¹³. Consciente des risques, la communauté internationale surveille depuis longtemps cette région, le bureau de la CIA à Nairobi étant d'ailleurs l'un des plus importants d'Afrique. Comptant parmi les cibles privilégiées des Shebab, le Kenya s'est pleinement investi aux côtés des Américains, des Britanniques et des Israéliens pour traquer Al-Qaïda et d'autres réseaux terroristes ainsi que pour lutter contre la piraterie maritime.

L'alternative africaine aux échecs occidentaux et le rôle du Kenya. À maintes reprises, les Nations unies et surtout les États-Unis ont tenté d'intervenir militairement en Somalie. En 1992, ces derniers ont par exemple lancé l'opération *Restore Hope*, dont l'échec cuisant les a contraints à se retirer définitivement du pays. Toutefois, les Américains ont réitéré leur tentative quatorze ans plus tard, par l'intermédiaire cette fois-ci de l'armée éthiopienne, mais sans meilleur résultat. En repoussant les intervenants étrangers, Al-Shebab est ainsi parvenu à consolider son emprise sur une grande partie du territoire et de la population. En 2011 pourtant, suite à l'entrée de l'armée kényane au sud du pays et à une implication plus importante de l'AMISOM, les Shebab ont essuyé leurs premiers revers.

Les contentieux frontaliers et les tensions entre Somalie et Kenya sont très anciens : les Somaliens voient les Kényans comme des envahisseurs avides de leurs ressources souterraines, tandis que les Kényans considèrent les immigrés somaliens comme des citoyens de seconde zone. Soumis à une recrudescence des violences ethniques et à un environnement sécuritaire de plus en plus précaire le long de ses frontières, le Kenya a lancé en 2011 l'opération

¹¹ Par opposition à « l'État de droit ». Cf. HOBBS, Thomas. *Léviathan : traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile*. Paris : Sirey, 1971. 780 p.

¹² ROWE, Paul, *op. cit.*

¹³ PLOCH BLANCHARD, Lauren, *op. cit.*

*Protect the Nation*¹⁴, visant à déployer 4 000 hommes en terre somalienne au nom de la lutte contre les milices Shebab. Venue grossir les rangs de la coalition africaine déjà impliquée dans le conflit somalien, cette présence massive a créé un nouveau rapport de force sur le terrain. Largement dépassés en nombre, les Shebab ont été forcés de se retirer de la quasi-totalité des grandes villes. En quittant notamment Mogadiscio et Kismaayo, ils ont d'ailleurs perdu une partie substantielle de leurs revenus. Plateforme du commerce international du charbon, le port de Kismaayo servait aux Shebab de point d'entrée pour réceptionner financement, armes et combattants acheminés depuis la mer d'Arabie¹⁵. Malgré leurs assauts réguliers, les Shebab n'ont pas réussi à stopper l'avancée des forces africaines. En outre, les succès de ces dernières sont depuis peu couplés de progrès économiques et structurels, les grandes villes se reconstruisant petit à petit grâce aux placements étrangers et parachevant d'assécher les réseaux terroristes urbains.

Un groupe affaibli de toutes parts. En sus de la pression exercée par les troupes africaines, qui ont finalement réussi à sécuriser une partie des intérêts vitaux somaliens, les insurgés ont été éprouvés par des luttes de pouvoir internes. Liées aux objectifs idéologiques et politiques du groupe, ces dissensions ont récemment éclaté en une véritable guerre interne, coûté la vie à trois leaders et fini de diviser les différentes factions des Shebab¹⁶, dont certaines se sont nettement radicalisées. Menés aujourd'hui par l'émir Ahmed Abdi Godane, les islamistes font désormais preuve d'une plus grande violence lors de leurs apparitions. Mais le prix de la consolidation et de la radicalisation du groupe par Godane est double. D'une part, les aspirations djihadistes du nouveau leader ont déçu certains membres, qui ont finalement quitté le mouvement ; d'autre part, les Shebab ont perdu le soutien et la légitimité dont ils bénéficiaient auprès de la société, notamment parmi les diasporas somaliennes alimentant le réseau sur le plan financier et humain.

En outre, les membres d'Al-Shebab se sont peu à peu détachés des considérations nationalistes qu'ils défendaient initialement. Pour les populations, leur idéologie correspond à une frange religieuse trop extrême, loin de l'islam en vigueur en Somalie, où les pratiques puisent dans les traditions et les rites ancestraux. De plus, le groupe a récemment tenté d'interdire la consommation de khat¹⁷, la pratique du football ou encore la musique, jugée subversive et contraire aux principes religieux¹⁸.

¹⁴ BACK, Irit. Al-Shabab's attack at Westgate Mall. *TelAvivNotes*, 8 octobre 2013. Consulté le 10/10/13. Disponible sur : www.dayan.org/sites/default/files/Back_TA_NOTES_WestgateMall_08_102013.pdf

¹⁵ PLOCH BLANCHARD, Lauren, *op cit*.

¹⁶ Au cours de l'été 2013, Ibrahim H. Jama, Abu Mansur (Al-Amriki) et Habib Ghani (Al-Britani) ont été tués par les hommes de Godane. Cf. : Kenya : quelles réponses après Westgate ? *Africa Confidential*, n° 676, 7 octobre 2013. Disponible au CDEM : cote P3694/676.

¹⁷ Les feuilles de khat sont mâchées comme stimulant et permettent de soulager la faim, la fatigue et d'enrayer certaines douleurs.

¹⁸ LE GOURIELLEC, Sonia. Affaiblis en Somalie, les Shebab ont porté la terreur au Kenya. *Libération*, 24 septembre 2013. Consulté le 10/10/2013. Disponible sur : www.liberation.fr/monde/2013/09/24/affaiblis-en-somalie-les-shebab-ont-porte-la-terreur-au-kenya_934403

Plus que jamais déterminés à montrer leur capacité de nuisance, les Shebab ont agi avec « désespoir » et pris des « risques considérables » pour tenter de renverser la tendance¹⁹. Selon certains experts, l'attaque spectaculaire du Westgate résulterait donc de l'état précaire dans lequel se trouve le groupe qui, contraint de se retrancher dans les terres, a redéfini sa stratégie²⁰. À mesure que la perte de nombreux fiefs et les défis logistiques ont été ressentis, leurs attaques se sont intensifiées, comme l'a prouvé celle du 21 septembre. Ne pouvant plus mener de combats frontaux contre les forces de l'Union africaine (UA), ils ont usé d'autres moyens pour tenter d'éconduire les troupes kényanes et les forcer à se retirer. Incapable de se confronter à elles sur le champ de bataille, la seule offensive encore envisageable était celle perpétrée à l'encontre d'une *soft target*²¹.

3. LES ENJEUX

La réponse kényane. Les violences commises pendant le siège du Westgate ont suscité quelques mouvements de foule parmi les Kényans, qui s'interrogent désormais sur la nécessité de maintenir des troupes en Somalie. La manière dont les dirigeants vont gérer la crise paraît décisive. S'ils y répondent dans les limites de la loi et en respectant les délais inhérents à l'enquête, le coup assené au mouvement Shebab pourrait lui être fatal.

En menant l'attaque au Kenya, les terroristes espéraient provoquer une répression violente des immigrés somaliens et de la diaspora présente aux frontières, dans l'espoir de radicaliser ces derniers et les faire rejoindre les rangs des insurgés. En janvier 2013, les réfugiés somaliens vivant au Kenya étaient estimés à environ 550 000 personnes. De fait, l'attaque a inexorablement généré de la méfiance vis-à-vis d'une communauté qui ne cesse de grossir et de menacer les intérêts économiques du pays. Certains politiciens, officieusement soutenus par le Ministre des affaires étrangères, ont plaidé pour une expulsion en masse de ces immigrés, ce qui est pourtant contraire au droit international et risquerait de provoquer des pogroms²². Toutefois, la justice devra stopper net la volonté des Kényans de se venger des Somaliens et la violence qu'elle pourrait susciter, au risque sinon de rentrer dans le jeu des terroristes. Le président Uhuru Kenyatta a déjà lancé des appels au calme et rappelé que la société kényane doit rester tolérante, diversifiée et unifiée.

Dans cette tragédie, le Kenya a plus que jamais besoin de dirigeants crédibles et déterminés à agir dans l'intérêt des communautés. Alors que, par le passé, le président Kenyatta et son vice-président William Ruto ont été impliqués dans des affrontements interethniques, ils ont ici

¹⁹ MENKHAUS, Ken. What the deadly attack on a Kenya mall was really about ? *ThinkProgress*, 22 septembre 2013. Consulté le 10/10/2013. Disponible sur : www.thinkprogress.org/security/2013/09/22/2662191/deadly-attack-kenya-mall-sign-desperation/

²⁰ MC GREGOR, Andrew, *op cit*.

²¹ Personnels non-armés (civils), infrastructures à faible protection, etc.

²² CHINGAIPE, Santilla. Kenya threatens mass refugee expulsion. *SBS*, 3 septembre 2013. Consulté le 11/10/2013. Disponible sur : <http://www.sbs.com.au/news/article/2011/10/28/kenya-threatens-mass-refugee-expulsion>.

l'opportunité de démontrer qu'ils sont également capables de s'investir dans la gestion des différends interculturels. Aux prises avec la Cour pénale internationale (CPI) qui les accuse d'avoir orchestré les violences électorales de 2007, ils viennent de demander l'annulation des poursuites engagées à leur encontre, afin qu'ils puissent « *conduire leur pays dans la consolidation et la reconstruction de la paix* »²³. Soutenu par l'UA, cette déclaration survient alors que le président devait comparaître dans les mois à venir. Il va donc s'agir pour la CPI de trouver un accord avec le Président Kenyatta afin d'éviter que celui-ci ne place son pays en retrait de l'institution pénale internationale et ne se décharge des accusations qui pèsent contre lui.

Le rôle des Somaliens. Mises en danger par l'attentat de Nairobi, les communautés somaliennes ont également un rôle prépondérant à jouer pour dénouer la crise. En effet, il s'agit pour les Somaliens sunnites de se détacher officiellement du noyau extrémiste qu'incarnent les Shebab. Le problème étant intrinsèquement lié aux dynamiques nationales, celui-ci nécessite une réponse somalienne, sous peine de voir une nouvelle fois les forces de la communauté internationale se saisir de l'affaire²⁴.

Par ailleurs, l'attentat est survenu à un moment crucial de l'agenda politique somalien, soit peu de temps après la conférence de Bruxelles, au cours de laquelle le gouvernement de Mogadiscio s'est vu promettre de nombreux crédits de la part de la communauté internationale. Les bailleurs de fonds européens se sont engagés à hauteur de 1,8 milliards d'euros dans l'espoir de voir reprendre la production et les exportations de charbon²⁵. En outre, la reprise économique pourrait inciter les hommes d'affaires de la diaspora somalienne à revenir s'engager dans le pays. En légitimant l'administration du président Hassan Sheikh Mohamoud, les Somaliens occasionneraient d'importants dommages aux Shebab qui ne pourraient plus se targuer d'agir conformément aux volontés populaires²⁶.

Quelle place pour la communauté internationale ?

Le potentiel économique de l'Afrique de l'Est est important grâce à ses sols riches en matières premières. Seul État politiquement et économiquement stable avec un accès à la mer, le Kenya a conclu en avril 2013 un accord avec l'Éthiopie, le Sud-Soudan et l'Ouganda, afin que ces trois États enclavés puissent bénéficier d'un accès à l'océan Indien. La communauté internationale et les puissances asiatiques avaient déjà largement soutenu et financé le projet de construction du LAPSET (*Lamu Port and Lamu Southern Sudan-Ethiopia Transport Corridor*), qui était jusque-là en latence. Depuis plusieurs années déjà,

tous cherchent un moyen d'exporter les barils pétroliers du Sud-Soudan et de l'Ouganda autrement que par le nord de la Corne. Les conditions propices établies par l'AMISOM et ce nouvel accord devraient finalement permettre la concrétisation du projet. Nonobstant, la fusillade du Westgate a sensibilisé les actionnaires aux conditions sécuritaires encore fragiles et la nécessité d'entretenir les financements. Si les Shebab ont réussi à pénétrer la capitale kényane, il leur sera d'autant plus aisé d'attaquer le corridor censé passer non loin des régions majoritairement peuplées de réfugiés somaliens²⁷.

Alliés de longue date du Kenya, les États-Unis ont réitéré leur soutien et la volonté de venir à bout des mouvements terroristes qui ébranlent la région. De son côté, le Représentant des Nations unies en Somalie, Nicholas Kay, a déclaré vouloir « *intensifier les campagnes contre les Shebab d'un point de vue militaire, politique et pratique* »²⁸, et a réclamé des fonds supplémentaires pour aider les forces de l'UA. De même, il a rappelé que l'ONU s'était engagée à fournir une dizaine d'hélicoptères en appui aux troupes africaines, mais qu'en date du 20 octobre 2013 aucun de ces appareils n'avait encore été déployé. Parallèlement, deux semaines après l'attentat, les *Navy Seals* américains ont mené une opération sur la ville de Barawe, réputée abriter des cadres du Shebab, dont Godane et Mohamed Abdukadir alias Ikrima²⁹. D'une envergure inédite depuis quatre ans, cette opération souligne à quel point les États-Unis et leurs alliés prennent au sérieux la menace que représentent les Shebab pour la région, mais également pour l'ensemble de l'Occident. Récemment, une clé USB récupérée sur l'un des terroristes laissait présager une attaque contre un hôtel londonien de haut standing³⁰. Si le Royaume-Uni bénéficie des moyens adéquats pour empêcher une telle attaque, ce n'est pas encore le cas du Kenya en proie à des services de sécurité déficients.

Envoyées au devant de l'un des conflits les plus difficiles, là où la communauté internationale a été plusieurs fois humiliée, les forces africaines sont parvenues à redéfinir l'équilibre du pouvoir en Somalie. Les institutions régionales étant perçues par les populations comme des entités inclusives et légitimes, elles ont enfin pu mener à bien leur mandat. L'intervention de l'UA a ainsi mis en exergue la nécessité pour les pays de la région de travailler ensemble et relevé l'importance de la consolidation de la paix pour la stratégie économique du Kenya, de ses voisins, et de la communauté internationale³¹.

²³ Le Kenya salue le soutien de l'UA sur le problème de la CPI. *Afriqinfos*, 13 octobre 2013. Consulté le 14/10/2013. Disponible sur : www.afriqinfos.com/articles/2013/10/13/kenya-salue-soutien-lua-probleme-234176.asp

²⁴ MENKHAUS, Ken, *op cit*.

²⁵ La Somalie est aussi financée par la Chine qui aspire à la réouverture des zones portuaires qui permettrait d'acheminer les matières premières africaines directement vers ses propres côtes. Cf. : Chinese involvement in Somalia. *E-IR*, juin 2011. Consulté le 15/10/2013. Disponible sur : <http://www.e-ir.info/2011/06/15/chinese-involvement-in-somalia->

²⁶ *Africa Confidential*, *op cit*.

²⁷ LUGAN, Bernard. Nairobi : à qui profite le crime ? *Afrique réelle*, octobre 2013. Consulté le 15/10/2013. Disponible sur : <http://www.bernardlugin.blogspot.fr/2013/09/lafrique-reelle-n46-octobre-2013.html>

²⁸ TRAORE, Kardiatou. L'ONU appelle à lutter contre les Shebabs. *Afrik.com*, 24 septembre 2013. Consulté le 13/10/2013. Disponible sur : www.afrik.com/somalie-l-onu-appelle-a-lutter-contre-les-shebabs

²⁹ Responsable des attentats de 1998 au Kenya et en Tanzanie ainsi qu'en 2002 à Mombassa. Cf. STARR, Barbara. U.S. forces strike in Somalia, capture al Qaeda operative. *CNN*, 6 octobre 2013. Consulté le 14/10/2013. Disponible sur : <http://edition.cnn.com/2013/10/06/world/africa/us-forces-africa-terrorist-raids>

³⁰ Kenya : tout était dans la clé USB. *TTU*, n° 904, 3 octobre 2013. Disponible au CDEM : cote P3013/904.

³¹ MENKHAUS, Ken, *op cit*.